

parlé trop tôt sans avoir sous la main une belle explication toute faite. Voici les manchettes: *Le Canada tourne le dos au Royaume-Uni*,—on aurait dû dire: au Royaume-Uni et à la France,—*Le Canada appuie les États-Unis*. Il s'agit d'une nouvelle de M. Leiterman qui commence par ces mots:

D'un coup violent qui passera à l'histoire, le Canada a tourné le dos à la Grande-Bretagne mardi soir...

Il a ensuite signalé l'ennui mal déguisé qu'a montré le ministre des Affaires extérieures lorsqu'il a été interviewé ce jour-là. M. Leiterman s'exprime en ces termes:

M. Pearson avait le choix de trois attitudes. Il pouvait appuyer la Grande-Bretagne. Il pouvait appuyer les États-Unis ou, comme l'Australie au Conseil de sécurité, il pouvait s'abstenir et ne rien dire.

Avec hésitation, presque comme s'il s'étonnait de son audace, il opta en réalité pour désertier la Grande-Bretagne et associer le Canada avec les États-Unis.

C'était le 31 octobre.

L'hon. M. Pearson: Puis-je poser une question à l'honorable député? Me dira-t-il ce que vise l'extrait de journal qu'il cite? De quel vote s'agit-il?

M. Green: Je parle du compte rendu d'une entrevue que le ministre a accordée aux journalistes et qui porte, dans le journal *Province* de Vancouver, la date du 31 octobre. Ce n'était que le commencement. Le ministre s'est rendu aux Nations Unies, le 2 novembre je crois, après que le Royaume-Uni et la France eurent apposé leur veto à la résolution présentée au conseil de sécurité, et il a voté de concert avec la Russie et les États-Unis contre le Royaume-Uni et la France afin que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée.

L'hon. M. Pearson: Et toutes les autres nations ont agi de même.

M. Green: Le ministre et les membres du gouvernement peuvent bien ricaner. Cet après-midi, le premier ministre a pris bien soin de ne pas en parler. Il n'a pas dit un seul mot de ce vote. Il a parlé de...

Le très hon. M. St-Laurent: Il approuve très énergiquement ce vote.

M. Brooks: Cela ne le rend pas opportun.

Le très hon. Mr. St-Laurent: Parce que vous désapprouvez, on ne peut pas en conclure que c'est une erreur.

M. Green: Le premier ministre a eu l'occasion de prononcer son discours cet après-midi; je l'engage à me laisser prononcer le mien.

Cet après-midi, le premier ministre a dit que, lorsque le vote a eu lieu sur le cessez-le-
[M. Green.]

feu, le Canada s'est abstenu. Il ne nous a pas expliqué que, pendant que le ministre des Affaires extérieures s'abstenait de voter, il indiquait très clairement dans son discours qu'il condamnait le Royaume-Uni et la France. Le premier ministre aurait dû le déclarer clairement. C'est l'attitude qu'a prise le gouvernement du Canada en toute occasion depuis le début de cette crise.

Il y a deux jours à peine, à l'Assemblée des Nations Unies, au moment où la deuxième résolution sur le cessez-le-feu était en délibération, le ministre s'est levé pour s'opposer à cette procédure en déclarant qu'une résolution avait déjà été adoptée et que le Royaume-Uni, la France et Israël se conformaient à ses dispositions. Comme on avait déjà pris des mesures pour donner suite à cette première résolution, la deuxième devenait superflue. Le gouvernement canadien n'a pas eu le courage de voter contre cette proposition. Le Royaume-Uni, la France, Israël, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été les seuls pays à voter contre cette résolution stupide et provocatrice. Le gouvernement canadien, qui représente un peuple courageux, n'a pas eu l'énergie de se lever et de voter contre cette proposition. Il était trop occupé à se gagner les faveurs des États-Unis.

Le discours que le premier ministre a prononcé cet après-midi, monsieur l'Orateur, a été marqué par la colère et presque par la haine. Je voudrais que la population du Canada ait pu l'entendre.

Le très hon. M. St-Laurent: Moi aussi.

M. Green: Il a violemment attaqué les grandes nations.

L'hon. M. Garson: C'est dommage qu'elles ne soient pas ici pour vous entendre.

M. Green: Il a parlé du recours au droit de veto. Le veto a été inscrit dans la charte des Nations Unies parce que les grandes nations portent de très lourdes responsabilités. Mais le premier ministre n'a pas tenu compte de ce fait; il nous a dit que la vie du citoyen d'une petite nation vaut tout autant que celle du citoyen d'une grande nation.

M. Hosking: N'est-ce pas vrai?

M. Green: C'est tout simplement faire dévier la discussion.

Ensuite il nous a dit que le Royaume-Uni et la France avaient au recours à la force; de fait, le premier ministre a frappé le Royaume-Uni, la France et la Russie d'une même condamnation.

Le très hon. M. St. Laurent: C'est grotesque.